

> SAINT-BRIEUC

Parc éolien en mer. L'instruction est lancée

3 novembre 2015 à 20h14 / Roselyne Veissid /



Photo d'illustration EPA

Le projet de parc éolien en baie de Saint-Brieuc entre dans sa phase administrative, avec l'étude par les services de l'État de cet épais dossier. Le public, lui, pourra se prononcer l'été prochain.

L'enquête publique sur le futur parc éolien en mer de la baie de Saint-Brieuc se déroulera du 1er août au 30 septembre 2016. Le préfet Pierre Lambert l'a confirmé ce mardi, à l'issue de la septième réunion de l'instance de concertation constituée autour du projet.

Le calendrier prévisionnel des procédures administratives a été déterminé. Il faudra attendre fin 2017 pour voir accordées les dernières autorisations administratives, après consultation d'un grand nombre d'instances publiques.

Etudes d'impact sur la navigation, la faune, les paysages...

Ces dernières seront appelées à se prononcer sur des aspects aussi variés que l'impact sur la navigation, la faune halieutique, les paysages, la santé ou encore l'environnement des 62 éoliennes de 216 m de haut qui seront implantées au nord d'Erquy et de leur raccordement terrestre par un câble souterrain de 225.000 volts.

L'enquête publique comportera deux registres distincts, l'un pour le projet en mer mis en œuvre par le consortium Ailes Marines, l'autre pour la liaison souterraine qui permettra l'utilisation de l'électricité produite (équivalent à la consommation actuelle de 850.000 habitants).

26 communes sont directement concernées par la partie maritime du projet (impact visuel ou fonctionnel) et trois par l'atterrage du câble (Erquy, Hénansal, Saint-Alban). Mais toute personne, résidant ou non dans le département, pourra présenter des observations. Les dates de l'enquête ont été choisies afin de rendre le dossier accessible au plus large public possible.

2,7 milliards d'euros de travaux

Le préfet a fait observer que les éventuels recours d'opposants devant le tribunal administratif, sauf en référé, ne seront pas suspensifs. Les travaux, d'un coût de 2,7 milliards d'euros, devraient être lancés en 2018 et la mise en service s'effectuer en 2020, pour une durée de vingt ans.